



Liberté

N° 046

Novembre 2016

Prix 500 CFA

Bulletin d'Information du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples

17eme session du comité des droits de l'homme des Nations Unies



La participation du MBDHP aux procès et examens des droits civils et politiques au Burkina Faso

P: 4-5

Education au Burkina Faso

«Il ya crise du système éducatif parce que l'Etat est en faillite» selon Mamadou Barro

P: 20-24

Ann II de l'insurrection populaire

Les acquis de l'insurrection et le coup-d'Etat du 17 septembre 2015

P: 6-10



souhaité que pour son mandat de cinq ans, le maire travaille à amener les conseillers municipaux à faire du conseil municipal une entité, soucieuse de intérêt l'ensemble des populations de la commune, en somme à se pencher sur la résolution des préoccupations des populations. En réponses, le maire s'est dit satisfait des échanges et souhaité le soutien de tout le monde pour donner une meilleure image à Koudougou. A ce propos, il dit que Koudougou est appelé à tort ville rebelle, « Bengazi » et cette situation fait fuir les investisseurs. Il a donc souhaité avoir un accompagnement du MBDHP pour redorer l'image de la ville afin d'attirer les investisseurs. Il a fini par reconnaître que les

ils ont atteint un niveau de conscience qui les amène à prendre leurs responsabilités face à l'arbitraire. La séance de visite a pris fin par une remise au maire par le président du MBDHP, de rapports sur les droits humains, de numéros du Journal Liberté, de rapports REN-LAC et de la loi n°004/CNT portant prévention et répression de la corruption.

Cette visite vient confirmer une fois de plus la notoriété du MBDHP dans la commune. Longtemps combattu par certains politiciens de la localité (incendies du siège, du centre de formation de la Division Femmes et En-



Photo de famille de la délégation communale et celle du MBDHP section du Boulkiémdé

Koudougoulais ne sont pas des rebelles mais sont des citoyens attachés à la vérité et à la justice.

Le Président a réagi en disant que si ce qui s'est passé à Koudougou s'était produit ailleurs dans le pays, les jeunes auraient réagi de la même façon, car

fants, de domiciles de militants les 12 et 13 décembre 2000), le MBDHP a maintenu sa constance dans ses missions de promotion, de défense et de protection des droits humains.

Le bureau de la section

Mine Houndé Gold

Les populations peuvent-elles espérer ?

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a procédé au lancement des travaux de construction de la mine d'or de Houndé le jeudi 30 juin 2016. Les recherches entamées en 2008 par la société Endeavour Mining ont été concluantes et font état de plus 40 tonnes d'or sur le site de recherche de Yabiro.



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré pendant la cérémonie de lancement des travaux de construction de la mine d'or de Houndé.

Les recherches opérées depuis 2008 dans la province du Tuy pour connaître la teneur du sous-sol en matières précieuses se sont révélées concluantes. En effet les résultats auxquels est parvenue la société canadienne Endeavour Mining font état de 40 tonnes d'or. La mine couvrira une superficie de plus de 23 km², pour une exploitation de 20 ans selon le décret présidentiel du 05 février 2015, qui a octroyé le permis d'exploitation à la firme canadienne. Des closes contractuelles, il ressort que Endeavour Mining

se taillera la part du lion soit 90% des ressources d'exploitation contre 10% pour l'Etat burkinabè. Ce projet, c'est aussi le déguerpissement de plus de 800 ménages relogés par la société, et plus de 1000 ménages expropriés de leurs champs et compensés à hauteur de 358 000 frs CFA l'hectare pendant 5 ans. Il sied de rappeler que les dédommagements ne prennent pas en compte les arbres abattus dans ces champs. Les populations avaient-elles voix au chapitre concernant la fixation des différents frais compensatoires ?

Vie des sections

Le moins que l'on puisse dire est que le caractère expéditif de la compensation qui du reste est disproportionné laisse entrevoir le manque de sincérité des opérations de réparation. Mais malgré ces fausses notes, le projet minier suscite beaucoup d'espoir pour les populations de Tuy. Courant décembre 2015, la Mine avait ouvert une inscription d'offres d'embauche. En dix jours de réception de candidatures, le processus fut interrompu alors que le communiqué faisait mention d'un délai d'un mois. La société estimant qu'elle a obtenu le nombre qu'elle souhaitait à savoir 3000 postulants. Il eut fallu une pression des populations et de certaines structures de la province telles que le MBDHP, l'ODJ, et la CCCVC pour que les responsables de la mine cèdent en réceptionnant 3000 dossiers supplémentaires portant ainsi le nombre à 6000 candidatures.

Aussi des informations ont été d'une remise en cause de certains engagements pris avec des corps socioprofessionnels de la Commune pour des prestations de services dans le cadre de la construction de la mine. En effet, la société minière demande au groupement des entreprises en bâtiments et travaux publics de fournir individuellement des preuves qu'elles ont déjà exécuté un marché d'au moins 60 millions de francs CFA entre 2014 et 2015. Toute chose qui semble être impossible pour les entreprises locales. Ainsi, ces entreprises qui devaient bénéficier d'une partie

de la construction de la cité des déguerpis assistent impuissamment. L'exécution des marchés par d'autres sociétés sur les 13 entreprises de construction de Bâtiments sélectionnées, seulement 4 sont de la province du Tuy et 2 de Bobo. Quant-au groupement des couturiers de la Commune, ce dernier se trouve confronté à une situation des plus difficiles. En effet la Mine exige la confection des tenues des ouvriers intégralement en coton. Ce groupement n'arrive pas à trouver un fournisseur de tissu 100% COTON à l'échelle nationale. Les artisans locaux de production de briques latéritiques avaient été rassurés par la Mine de la commande d'un million de briques latéritiques pour la construction de la cité des déguerpis. A la dernière minute, c'est une autre entreprise à outil moderne et performant qui confectionne et fournit les briques à la Mine, sans que les artisans locaux ne puissent avoir une simple explication ou être employés par l'entreprise. Dans le cadre de la construction de la cité des déguerpis, du camp des ouvriers et des travaux de construction de l'usine de la mine, 279 personnes ont été recrutées. Tous les contrats sont à durée déterminée allant d'un mois à 6 mois pour la plupart. Les ouvriers travaillent 10 h par jour avec un repos de 30 mn au taux horaire de 430 frs selon nos renseignements. La Mine reconnaît certaines difficultés avec les ouvriers qui sont entre autre les réclamations de contrat à durée indéterminée,

d'augmentation du taux horaire, l'arrimage du taux horaire des sous-traitants à celui de la Mine Houndé Gold. La conséquence de toutes ces frustrations a conduit certaines couches de la population à s'organiser en association dans un cadre unitaire de lutte et de défenses de leurs intérêts. C'est ainsi que le 23 juin 2016, une Coordination des associations socioprofessionnelles et de la Jeunesse du Tuy a été mise en place. Cette coordination est composée de plus de 26 groupements, d'entrepreneurs en bâtiments, de soudeurs, de menuisiers, de mécaniciens automobiles, de chauffeurs, de briquetiers, de restauratrices, de couturiers et de l'ODJ. Elle a pour préoccupation majeure le faible recrutement des jeunes de Houndé au niveau du site à laquelle s'ajoutent les points de revendications de la section ODJ/Tuy. Il s'agit entre autres d'un tracteur équipé pour chaque groupement de producteur de coton de la commune, le bitumage des voies Houndé-Béréba, Founzan-Koti, la construction d'une industrie de productions du fumier organique, l'évacuation gratuite d'urgences sanitaires, des barrages pour des villages rattachés à la commune, des logements sociaux... Que les populations de Houndé qui se plaignent du mépris dont elles ont fait l'objet de la part du Président du Faso en ne leur adressant aucun message lors de la cérémonie de lancement officiel des travaux de la mine, ne se méprennent guère. Elles doivent se convaincre de la nécessité de la lutte et s'unir pour défendre leur pain, une condition sine qua non pour une liberté totale car l'espoir est permis pour un peuple qui ne baisse pas les bras. L'insurrection populaire d'octobre 2014, la résistance populaire de septembre 2015 viennent nous rappeler si besoin en était qu'un peuple mobilisé et organisé arrive toujours à franchir un nouveau pallier vers la quête pour une réelle indépendance.



Les populations mobilisées au cours du lancement de la mine ont des fortes attentes envers les responsables de la société Endeavour Mining.

Brahima DIABATE